

C.G.T.-F.O.

Les Cahiers

F.E.N.F.O.

Fernand Pelloutier

Cahiers de recherche et de libre discussion sur les problèmes de l'éducation et de l'action ouvrière.

78, RUE DE L'UNIVERSITE — PARIS (VII) LITTRÉ 50-40 — C. C. P. Paris 2.850-04

« Nous sommes les ennemis irréconciliables de tout despotisme moral ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures y compris celle du prolétariat, et les amants passionnés de la culture de soi-même. La mission révolutionnaire du prolétariat éclairé est de poursuivre plus méthodiquement, plus obstinément que jamais, l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique pour rendre viable une société d'hommes fiers et libres ».

FERNAND PELLOUTIER.

1er Mai 1895.

CAHIERS MENSUELS — SOMMAIRE N° 7 — JANVIER — FEVRIER 1950

Commémoration de PELLOUTIER Pages 1

PROBLEMES DE LA GREVE
par Maurice WAINER 6
et Jacques BOIS

Une expérience d'éducation ouvrière au WISCOUSIN 13
par Denise WURMSER

Mon ami VASSIA 18
par Jean ROUVAULT

La Vie du Centre d'Education Ouvrière

La Vie des Cahiers

Le numéro : 20 Fr. Abonnement ordinaire : 6 numéros : 100 Fr.

- de soutien : 6 - : 200 - minimum.

par virement au C.C.P. de la Fédération de l'Education Nationale :
PARIS 2850 - 04.

COMMEMORATION DE PELLOUTIER

Le 13 mars 1901, à l'âge de 34 ans, mourait le fondateur et l'organisateur de la Fédération des Bourses du Travail. Sur les lieux mêmes où s'acheva la vie exemplaire de Pelloutier, nous avons pensé que l'anniversaire de sa mort était une occasion de commémorer l'homme et son œuvre.

C'est pourquoi nous avons prévu une visite aux Bruyères de Sèvres, là où Pelloutier a vécu les dernières années et les derniers jours de sa vie. Un communiqué dans "Force Ouvrière" une convocation aux abonnés de la Région Parisienne, fixeront ultérieurement l'organisation de cette visite. (voir p. 22).

Pour notre propre compte, nous avons lu à cette occasion des textes de PELLOUTIER et en particulier la brochure résumant les débats du "Congrès général du Parti socialiste français" des 3 - 8 décembre 1899. Lecture qui nous réservait plusieurs enseignements (Poussent toutes les bibliothèques syndicales posséder cette brochure de 70 pages ! Mais quels bouquinistes en possèdent encore ? Je dois de l'avoir lue à un ami qui serait bien fâché, et je le comprends, si je ne lui rendais pas ce petit trésor).

C'est un homme malade durant toute sa vie qui a écrit ces pages ! Est-ce justement à cause de cela que le style est si alerte, si incisif, si apte à rendre toutes les nuances de la pensée d'autrui et tous les aspects de débats complexes et probablement confus pour d'autres observateurs que PELLOUTIER. Qu'on lise et relise le récit de la 4ème journée de Congrès où GUESDE et JAURES s'affrontèrent sur le principe de l'entrée d'un socialiste dans un gouvernement bourgeois et la conclusion de PELLOUTIER après les votes : "C'est donc la paix et ce sera demain l'Unité; mais quelle paix et quelle unité!" et tout à la fin du Congrès, dans l'enthousiasme général auquel il ne peut rester insensible, cette vision claire, pourtant de la réalité ou de l'avenir.

... Cette fois nous avons l'impression inoubliable d'hommes unis par une commune espérance et par le lien sacré des fraternités plébéennes. Hélas ! ce n'est qu'une apparence . trop de militants sont hors la "famille" socialiste, victimes du

dogme imbécile et de la curée des appétits."

HISTOIRE D'UNE CITATION.

Nous avons déjà signalé (n° 2 des Cahiers), une erreur de date dans la citation de PELLOUTIER imprimée sur notre couverture. Mais il y a faute plus grave que nous ne pensions d'abord.

Le texte que nous avons reproduit, en ne recourrant pas à l'original mais à un ouvrage qui lui-même citait inexactement, résumant sans le dire des paragraphés de la "Lettre aux Anarchistes", datée du 12 décembre 1899 et servant de préface à la brochure dont nous venons de parler.

Le malheur est qu'il nous reste un stock de feuilles imprimées à écouler. Mais l'occasion est bonne de citer longuement cette "Lettre" (que la Révolution Proletarienne de février 1950 reproduit intégralement). On conviendra, par comparaison, que les "condensés" peuvent être malheureux :

"Actuellement notre situation dans le monde socialiste est celle-ci : Proscrits du "Parti" parce que non moins révolutionnaires que VAILLANT et que GUESDE, aussi résolument partisans de la suppression de la propriété individuelle, nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas : des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître et sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même.

"Accueillis au contraire à raison même de ces sentiments par le "Parti" corporatif, qui nous a vus dévoués à l'œuvre économique, pure de toute ambition, prodigues de nos forces, prêts à payer de nos personnes sur tous les champs de bataille, et après avoir rossé la police, bafoué l'armée, reprenant, impassibles, la besogne syndicale, obscure, mais féconde.

"Eh bien, cette situation, sachons la conserver; et pour la conserver, consentons, ceux d'entre nous qui, à l'instar des collectivistes, considèrent l'agglomération syndicale et coopérative d'un œil défiant, à respecter et les autres, ceux qui

croient à la mission révolutionnaire du prolétariat éclairé, à poursuivre plus activement, plus méthodiquement et plus obstinément que jamais l'œuvre d'éducation morale administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres".

RIGUEUR DE LA COUTUME OUVRIERE

Au 8ème Congrès de la Fédération des Bourses du Travail, PELLOUTIER eut à se justifier de ses fonctions d'enquêteur à la Direction du Travail dépendant alors du Ministère du Commerce. La sensibilité ouvrière était vive alors. Le représentant de la Bourse de Lyon n'avait-il pas "mandat de dire que les deux situations étaient incompatibles, qu'il fallait que le secrétaire de la Fédération des Bourses possédât ses coudées absolument franches, qu'il ne pouvait appartenir à aucune autre administration". (Compte rendu officiel du Congrès). Une telle exigence était conforme à la pensée de PELLOUTIER; on ne peut mieux s'en assurer qu'en citant ici sa réponse et sa justification (extraite du même compte rendu officiel):

"Le Secrétaire Fédéral. - En prenant la parole, je déclare tout de suite que je n'entends pas me placer sur le terrain de l'indulgence, comme vient de le faire le camarade de Nîmes. Je donnerai la preuve qu'à aucun point de vue, ni par le genre de travail auquel je suis astreint à l'Office du Travail, ni par mon indépendance, qui est assez connue, je n'ai manqué à aucun des devoirs du révolutionnaire, en acceptant cette situation.

Je commence par expliquer ce que c'est que l'Office du Travail, car on me paraît l'ignorer totalement; j'avoue que moi-même, avant d'y être, je ne savais pas trop ce que c'était; aujourd'hui, je le sais mieux et je vais vous l'expliquer.

"A l'Office du Travail, on n'est pas employé du Ministère du Commerce, on est enquêteur temporaire, c'est-à-dire que vous êtes chargé d'une mission et que votre nomination par le Ministère doit être renouvelée tous les trois mois, de sorte que tous les trois mois on peut dire au directeur de l'Office du Travail : "Vous nous passerez des services de M. Un Tel", et il est évident que le jour où le ministère actuel sera changé, le ministère suivant réalisera la crainte que j'indique.

"Quel est le but de l'Office du Travail? C'est d'abord d'éditer le Bulletin de l'Office... Il est tendancieux, nous sommes d'accord, et n'a pas pour but d'être utile aux organisations ouvrières, bien qu'il ait cette prétention; mais, en définitive, aucune appréciation politique, aucune théorie n'y est émise; il n'y a que des chiffres et des renseignements statistiques; c'est un travail que nous pourrions faire, nous, tout aussi bien que l'Office du Travail, que nous aurions même dû faire depuis longtemps.

"En second lieu, l'Office du Travail a pour mission de publier chaque année un volume intitulé : Statistique des grèves et des recours à l'arbitrage pendant l'année...; cette statistique des grèves, ce sont purement les chiffres qui concernent les grèves, à savoir : le nombre d'ouvriers grévistes, etc., plus les procès-verbaux des comités d'arbitrage qui ont eu lieu devant le juge de paix, à la demande soit des ouvriers, soit des patrons.

"Enfin, le troisième but de l'Office du Travail, c'est de publier des monographies d'associations ouvrières, et toutes les Bourses du Travail sont en possession, je crois, du premier volume qui a paru l'année dernière, intitulé : Les Associations ouvrières, dans lequel figurent la monographie des Travailleurs du Livre et quelques autres. Cet ouvrage doit être continué, et c'est surtout à lui que je suis occupé ainsi qu'à la statistique des grèves.

"En tout cas, vous constatez tout de suite que le genre de travail que je suis chargé de faire ne peut soulever aucune défiance de la part des organisations ouvrières; c'est le même exactement que celui que j'ai fait pour moi pendant quelques années et que je viens de publier sous le titre de : La Vie ouvrière en France. Ce n'est pas autre chose; c'est du document pur.

"Maintenant, je suis entré à l'Office du Travail dans des circonstances bien malheureuses pour moi; l'année dernière, je fus atteint d'une hémorragie. J'étais couché et presque mourant. C'est alors qu'un ami commun, Georges SOREL, le publiciste connu, alla trouver JAURES et lui dit : "Ne pourriez-vous pas trouver une situation à PELLOUTIER?" Le Journal du Peuple venait de tomber; j'étais sans situation, très gravement malade; il fallait me tirer d'embarras. Jaures alla trouver MILLERAND et on me donna cette place d'enquêteur, place nouvelle, car à l'Office du Travail, légalement, il ne peut y avoir que deux enquêteurs permanents, les autres ne sont que temporaires.

"Je le répète, vous voyez que la situation que j'occupe dans cet Office du Travail ne peut soulever aucune suspicion.

"J'ajoute que je ne croyais pas que mes opinions, qui sont connues, et les services que j'ai rendus et que je suis prêt à rendre, pussent permettre le moindre soupçon, sauf à ceux qui, depuis des années, m'ont toujours combattu, parce que j'ai, autant que possible, cherché à maintenir la Fédération sur le terrain économique. Je croyais qu'après avoir donné les preuves que j'ai données, on ne soulèverait pas de telles questions contre moi. Remarquez qu'il y a au Comité fédéral des camarades appartenant à toutes les écoles, allemandistes, blanquistes... Je me trompe, il n'y a plus de guésdistes, et c'est peut-être à eux que faisait allusion tout à l'heure le camarade de Lyon..."

"Lyon. - Non, ce ne sont pas eux..."

"Le Secrétaire fédéral. - Eh bien ! les blanquistes n'ont jamais fait la moindre observation ; cependant, ils ne sont pas suspects de ministérialisme. Ils auraient été les premiers, s'ils avaient cru que cette situation que j'avais acceptée fut dangereuse, à me prier de me retirer comme secrétaire de la Fédération ; ils ne l'ont pas fait. Depuis que je suis à cet Office, j'ai fourni la preuve que je suis resté, non pas anti-ministériel, car je suis an-archiste, mais antigouvernemental, comme je l'ai toujours été ; le rapport et l'ordre du jour contre le projet de loi Waldeck-Rousseau sur les syndicats professionnels, c'est moi qui en suis l'auteur ; de même pour la résolution adoptée contre le projet Guieyssé sur les retraites ouvrières. Je combattrai encore demain toutes propositions émanées du gouvernement qui me paraîtront entraîner les travailleurs sur la voie du parlementarisme."

"Je demande donc au Congrès de me continuer sa confiance, non pas seulement d'une façon vague, mais en disant que le passé que j'ai garantit l'avenir et que jusqu'à ce que j'aie failli, - car tout homme peut faillir - la Fédération me maintient sa confiance. (Applaudissements)."

Ces quelques notes concernant PELLOUTIER sont hâtivement jetées et appellent sans doute plus de rectifications que de commentaires. Nous avons surtout voulu le citer largement.

Certains trouveront-ils dépassés les problèmes que PELLOUTIER discutait ? Il nous semble au contraire que cette voix d'hier a bien le ton qu'il faut pour parler encore aujourd'hui.

LES PROBLEMES DE LA GREVE.

On trouvera ci-dessous des échos des débats organisés par le Centre d'Education Ouvrière sur les problèmes de la grève, lors d'un week-end d'études à Bièvres, le 17 et 18 décembre 1949. Notre ami WAINER a particulièrement insisté sur la méthode de travail qui rend de tels débats attrayants et utiles pour tous. Nous avons d'autre part largement cité, avec sa permission, l'article rédigé sur ces journées par notre ami Jacques BOIS et publié dans le journal "Cité Nouvelle", du 12 Janvier 1950.

Répétons à cette occasion que nous publierons volontiers toute étude sur ces problèmes que la lecture de ces notes inspirerait.

IMPRESSION GENERALE

Les lecteurs de ces Cahiers connaissent le Centre d'Education Ouvrière. Tous ne savent peut-être pas qu'il est bien plus qu'une école où les militants syndicalistes peuvent suivre des cours. En voici une preuve :

Dès le début de cette saison d'études, le Centre décida d'organiser un week-end. Réunir du samedi après-midi au dimanche soir un groupe de camarades et amis serait déjà une bonne chose, mais il s'agit de "mordus" du syndicalisme qui aiment passer leur temps à étudier des problèmes sociaux afin de mieux servir le mouvement ouvrier. La date fut vite fixée : les 17 et 18 décembre. Le lieu ? Bièvres.

Les semaines d'études nous avaient déjà habitués à ce home accueillant situé en pleine vallée de chevreuse. Salles spacieuses et claires en lisière d'un vaste parc aux buissons et aux arbres remarquables. Oui, car ils doivent être savants depuis qu'ils surprennent les conversations des petits groupes de camarades qui continuent, au cours de la promenade apéritive, à discuter certains points qui viennent d'être débattus.

Bièvres, c'était aussi la certitude de faire la vaisselle en commun. Ah comme on s'entend bien le torchon à la main, ... à moins qu'on ne chante trop fort. Et un week end cela laisse place à une veillée pendant laquelle on se détend en copains.

Date et lieu fixés, il fallait choisir un conférencier et un sujet. Pour que les trois séances de travail de cette rencontre aient une valeur originale, il ne fallait pas qu'elles soient seulement des conférences où l'orateur parle beaucoup sur un sujet très spécialisé et où les participants posent quelques questions. Non, le conférencier devait se transformer en directeur des débats qui présente rapidement le sujet, écoute ses camarades, précise, clarifie et résume. Notre camarade A. LAFOND accepta cette rude tâche et l'accomplit à la satisfaction de tous les participants.

Le sujet enfin devait être assez ample, intéresser tous les camarades et provoquer l'exposé de leurs expériences, leurs préoccupations, leurs tendances. Le C.E.O. ne manquant pas d'ambition, transforma le sujet en thème général, LA GREVE : première gageure. Faire un compte rendu exact de ces débats où chacun, secrétaire confédéral, responsable de fédération, ou militant de "deuxième classe" apporta sa contribution, serait une seconde gageure que je ne torterai pas.

Je me bornerai uniquement à :

- 1.- Indiquer la méthode employée pour étudier un sujet aussi vaste que la grève.
- 2.- Mettre l'accent sur les aspects du problème qui me semblent les plus importants.

A syndicalisme libre, méthodes démocratiques.

Etudier la grève, forme suprême de la lutte syndicale n'est-ce pas être amené à examiner tous les problèmes qui se posent au mouvement ouvrier.

Causes multiples de la grève, son opportunité, ses conséquences, façons de la mener. Quel est le militant qui ne se sent pas envahi par mille questions gravitant autour de ce terme. Chaque participant à nos discussions devait y prendre une part active. C'est pour cela que LAFOND commence par demander aux assistants de signaler les divers points qui leur semblent devoir être traités. Le directeur des débats classe

ensuite les questions posées d'avance et les demandes d'intervention en un plan élaboré en commun, divisé en sept grandes parties :

I.- Historique de la grève en France.

II.- a) Position de F.O. sur la grève.

b) Positions des autres organisations syndicales (C.G.T., C.F.T.C., C.G.C., C.N.T., etc...).

III.- Rapports entre le Mouvement Ouvrier et l'Etat; ses rapports avec la Nation.

IV.- Nature et différentes formes de grève
(grève revendicative, grève de réforme, grève gestionnaire, grève politique, ...).

V.- Législation du droit de grève en France et dans les démocraties étrangères.

VI.- Influence des grèves sur la psychologie ouvrière.

VII.- La grève dans les Territoires d'Outre-Mer.

La plupart de ces points peuvent être étudiés sur une documentation établie. Si, en effet, on peut avoir une connaissance scientifique de l'histoire du mouvement ouvrier, de la juridiction du droit de grève, etc... il est moins aisément d'étudier rationnellement les rapports à établir entre la classe ouvrière et la communauté nationale représentée - ou qui devrait l'être - par l'Etat. A mesure que la classe ouvrière, par ses longues luttes revendicatives, obtient des réformes qui transforment la structure de l'Etat, elle doit en peser les conséquences et prendre ses responsabilités envers la Nation. Est-il possible de défendre pleinement les intérêts des travailleurs sans que leurs revendications s'harmonisent avec une notion d'intérêt général? Le problème existe; il vaut d'être abordé franchement. Après de longs combats, le monde ouvrier a obtenu certaines nationalisations et la création des Comités d'Entreprise : réformes de structure et de gestion. Mais à qui doivent-elles profiter? A l'entreprise, qui deviendrait ainsi une société à participants multiples mais délimités, ou à la masse?

La concentration des moyens de production et d'échange supprime le régulateur des prix qu'était la concurrence. Les augmentations de salaires sont de moins en moins prélevées sur le profit capitaliste.

Afin de grossir le budget de leurs œuvres sociales, les Comités d'Entreprise ne s'intéresseront-ils pas plus aux bénéfices florissants de leurs établissements qu'à une politique de service au meilleur compte possible?

Tant qu'une automobile ou un moteur d'avion seront vendus avec une grosse marge de bénéfice, il n'y aura que demi-mal, mais si demain la nationalisation des fabriques de jambons X devait faire apparaître que leurs spécialités sont quand même vendues au double de leur prix de revient, aurons-nous atteint au résultat recherché? Nationalisations et Comités d'Entreprise peuvent donc verser dans une forme de corporatisme si leur objectif n'est pas l'intérêt général. Ceci nous amènerait certainement à préférer et à définir les socialisations.

Nous ne sommes pas des "gréviculteurs". Il n'en faut pas moins avoir parfois recours à la grève pour obtenir des augmentations légitimes de salaires. Celles-ci sont illusoires tant qu'elles se répercutent sur les prix avec multiplication. Ce cercle vicieux est un problème de structure auquel la Confédération F.O. doit s'attaquer.

Sans renoncer au recours - lorsqu'il le faut - à la forme de grève la mieux adaptée aux circonstances, penchons-nous sur les contradictions qui en sont les causes, et tentons de les résoudre. Cela demandera peut-être de dépasser certains particularismes professionnels et de dresser un inventaire de la structure sociale actuelle.

-:-:-

N'ayant pas promis un compte rendu objectif des débats de Bièvres, je me suis permis de donner un point de vue personnel. Chacun pouvait le faire. L'échelle n'est pas tirée puisqu'une nouvelle rencontre est prévu pour le mois de mars.

A bientôt donc, camarades.

Maurice WAINER.

QUELQUES NOTES

I.- Rapports du mouvement ouvrier avec la nation et avec l'Etat

Si l'Etat était en mesure de parler authentiquement au nom de la nation, la grève des travailleurs de l'Etat n'aurait sans doute plus de raison d'être. On sait qu'aux époques de péril national, en temps de guerre par exemple, les Centrales syndicales renoncent généralement à l'emploi de l'arme de la grève. Mais que représente en fait et comment se comporte l'Etat-patron? C'est avec beaucoup de peine que les fonctionnaires ont obtenu la reconnaissance de leur droit de grève. Pourtant, comment les travailleurs de l'Etat; lorsqu'ils ont épousé tous les autres moyens de conciliation, pourraient-ils être privés du droit de grève? Au nom de quel principe? En ce qui concerne les ouvriers du secteur nationalisé, le problème est le même. Sans doute, du fait même que le secteur nationalisé est appelé à s'étendre, à englober peu à peu toutes les industries-clefs, il apparaît qu'en cas de grève c'est toute la vie de la nation qui risque d'être paralysée. Mais les travailleurs du secteur nationalisé doivent avoir des garanties et des possibilités de défense égales à celles des travailleurs du secteur privé. - On voit, du reste, ce qu'il advient de ces garanties et possibilités dans les pays où le secteur privé n'existe pratiquement plus et où le régime politique est du type totalitaire. Il ne suffit pas de répéter le slogan suivant lequel la classe ouvrière aurait conquis le pouvoir. En fait, en Russie soviétique, la pratique du droit de grève est devenue impossible. Il paraît même que la grande Encyclopédie soviétique ne fournit de la grève qu'une définition : "mouvement auquel les ouvriers ont recours en pays capitaliste". Le régime du travail en Russie et dans les pays satellites est très dur; il ne présente aucune espèce de ressemblance avec un contrat. Cette dépossession du travailleur au profit d'un Etat omnipotent représente une des plus grandes duperies de l'histoire.

Il est utile de faire observer, en contraste avec la pratique et la législation des "démocraties" dites "populaires", qu'en Angleterre, tout en appuyant la politique généralé du gouvernement travailliste, les organisations syndicales, qui groupent près de dix millions de travailleurs, ont conservé intacte la possibilité de déclencher des grèves. Le mouvement syndical n'est pas le domestique de l'Etat.

-:-

Entre beaucoup d'autres précisions concernant le problème des fonctionnaires et des travailleurs de l'Etat en général, il a été observé très justement qu'une confusion est sans cesse

commise entre l'Etat-patron, se comportant comme tel et souvent de la manière la plus dure, et l'Etat-arbitre, planant en principe ou siégeant au-dessus des intérêts particuliers. L'erreur qu'il faut dénoncer est celle qui consiste à présenter comme dû à l'Etat-patron ce qui n'est pas, en toute justice, dû qu'à l'Etat-arbitre, vraiment arbitre.

Ce qui fait actuellement défaut, c'est une doctrine syndicale précise en face du problème de la gestion des entreprises nationalisées : une distinction nette doit être établie entre gestion et revendication. A la vérité, le rôle traditionnel du mouvement syndical est dépassé par la situation présente. Ce rôle a été principalement revendicatif dans le passé, - encore que d'autres objectifs lointains aient été définis de bonne heure. Mais il ne s'agit plus maintenant d'objectifs "lointains". Le problème est immédiat. Il faut reconnaître que le mouvement syndical n'a pas réussi à se préparer suffisamment à cette éventualité. Il faut qu'à brève échéance le mouvement syndical parvienne à dresser un plan économique d'ensemble et à mobiliser l'opinion autour de ce plan. - Toute grève revendicative doit être liée à la mise en évidence des solutions constructives correspondantes, des seuls moyens permettant une adaptation réelle aux besoins généraux de l'économie.

II.- Les différentes formes de grève.

Il est légitime d'établir une distinction entre grève revendicative et grève politique. Encore faut-il s'entendre sur cette dernière expression. En effet, la notion de "grève politique" a pris, depuis peu, du fait de l'initiative des communistes, une signification nouvelle. Il ne s'agit plus seulement d'action pouvant avoir des répercussions d'ordre politique, des sanctions sur le plan politique, au niveau du Parlement par exemple. Mais il s'agit d'une intervention très précise visant, par exemple, la modification de l'équipe gouvernementale, la substitution d'une équipe à une autre, de manière à rendre possible un changement d'orientation de la politique très déterminé. - Cette nouvelle conception et la pratique qui en découle se heurtent à l'état de division qui existe en fait, en matière de doctrine politique, au sein de la classe ouvrière. La C.G.T. agit de moins en moins comme une organisation syndicale; elle se comporte comme un instrument au service d'un parti. On a pu voir, ces derniers temps, que la classe ouvrière se refusait de plus en plus, - là même où la C.G.T. compte ses plus forts effectifs -, à s'associer à des opérations politiques au sens le plus étroit et le plus partisan du terme. C'est pourquoi la C.G.T. se voit contrainte

de masquer, en les maquillant de plus en plus, ses véritables objectifs.

Il a été parlé aussi des grèves que l'on pourrait appeler grèves de réforme, de structure; voire même "grèves gestionnaires". Il s'agit, dans ce cas, de mouvements devant permettre l'accésion des éléments les plus qualifiés de la classe ouvrière à la gestion économique.

--:-

En ce qui concerne la question de la tactique à employer, on doit déplorer que, dans l'état actuel d'impréparation de la classe ouvrière, il ne soit guère possible de mettre en mouvement les travailleurs en s'appuyant sur des idées d'ordre très général (refonte de l'économie, réformes profondes de structure). Il est par suite nécessaire de lier de pareils objectifs à des revendications d'ordre particulier et de montrer, à partir de là, que les améliorations obtenues ne sauraient être effectives et durables que si elles s'inscrivent dans une transformation plus radicale du régime économique.

--:-

A regret, nous devons terminer ces notes. Ce qui se dégage de l'ensemble des débats, c'est une vision plus claire de l'œuvre à entreprendre. La classe ouvrière doit se préoccuper de plus en plus de son accession à la gestion. Elle doit trouver chez elle les éléments capables de gérer l'économie pour le compte de la collectivité tout en sachant se garder d'en faire des "technocrates".

On dira que ce travail de formation est une œuvre de longue haleine, alors que le temps passe. - C'est exact. - Pourtant, il reste vrai que tout repose en définitive sur ce que PROUDHON appelait, fort justement, "la capacité de la classe ouvrière". La vraie révolution, elle est là, et non pas dans les violences faites à l'histoire, qu'il faut ensuite payer et expier tragiquement.

Jacques BOIS.

UNE EXPERIENCE D'EDUCATION OUVRIERE

AU WISCONSIN.

Le Directeur du Collège Ouvrier de l'Université du Wisconsin, Ernest E. Schwarztrauber, présente dans un petit livre de 180 pages, l'histoire de l'éducation ouvrière dans l'état du Wisconsin (Etats-Unis). Publié en 1942, ce livre est riche des vingt deux ans d'expérience personnelle de l'auteur.

Il est tout à fait frappant de voir combien malgré la distance et les différences de latitude ou de condition d'existence, les problèmes se posent de la même façon aux Etats-Unis et en France, ou dans le reste du monde.

Les buts, comme les nôtres, sont doubles. Immédiatement utilitaire, la formation du militant lui permet de discuter efficacement de l'établissement des conventions collectives, d'obtenir une amélioration de ses conditions de travail, de faire entendre ses arguments solidement établis et raisonnables, de faire en un mot valoir tous ses droits, car il a appris à les connaître et à les faire respecter.

Il retrouve, ce faisant, ce sens de la dignité de l'homme et du travailleur qu'écrase le monde moderne, avec ses méthodes, industrielles du travail à la chaîne. Le travail en série, l'emploi, plus fréquent encore en Amérique que chez nous, de la machine, et donc le retour au travail mécanique et la multiplication des manœuvres en étant à l'ouvrier son goût et sa fierté de créateur, l'ampleur prodigieuse des usines, des banques, des bureaux, créent un grave problème psychologique et moral. L'ouvrier, l'employé passent une bonne moitié de leur existence dans une atmosphère d'ennui et de dégoût d'eux-mêmes et de leur métier qui les laisse sans force, sans désir de chercher un sens à leur vie et d'y introduire l'intérêt qui leur manque. Seule leur reste encore la faible énergie de s'engloutir dans des distractions de masse, que leur imposent de puissants amuseurs plus soucieux de succès commercial que d'autre chose. Ils ne réagissent plus : ils lisent, ils regardent, ils écoutent, ils avalent.

Or, les cours d'économie, d'histoire du mouvement ouvrier, de géographie économique, d'organisation du travail, d'autres encore, suscitant des réflexions, l'ouvrier découvre l'ordre du monde et le rôle qu'il y tient et celui qu'il y peut tenir.

S'il travaille ces sujets d'un effort persévérant, et sans pour cela abandonner sa place à l'usine, mais parce que, maintenant il comprend, il participe à la gestion des biens du monde, il peut s'efforcer d'en chercher une répartition plus juste; et profitable à tous. L'esprit alerte, curieux de sa langue, ou de celle des autres, capable d'apprécier lui aussi, la beauté d'une œuvre littéraire, artistique, musicale, ouvert aux grandes découvertes comme aux petits problèmes d'ingéniosité que pose la vie quotidienne... Seulement voilà!... Il y a, en Amérique, comme chez nous, la fatigue d'une journée de travail, les difficultés de transport. Il fait trop chaud ou trop froid. Justement ce soir, des amis sont là. On va au théâtre ou au cinéma. Ou même, mais oui, le petit jardin, à la belle saison, réclame des soins. Et ce sont là les excuses des "convaincus", de ceux qui savent le bien qu'ils peuvent tirer des cours d'éducation ouvrière, qui se sont fait inscrire, qui sont venus. Mais que dire de la masse des ceux à qui l'"école" ne rappelle que le cauchemar des heures où il était interdit de bouger, et la férulé, et les dures leçons qui ne veulent pas se laisser retenir, et la fenêtre attirante avec toute la vie - au dehors.

Ceux-là, il faut leur apprendre à désirer s'instruire et comme le fait si justement remarquer l'auteur, créer ce désir, c'est déjà une éducation.

Et c'est ainsi qu'il est amené à poser une question fort grave : les organisations ouvrières sont-elles capables à elles seules d'assurer à l'éducation des travailleurs toute l'ampleur des moyens dont elle doit disposer ?

Il faut, dit Schwarztrauber, "faire de l'agitation" pour l'éducation ouvrière. Autrement dit, et il le dit aussi, il faut que des commis voyageurs parcourent le pays en "vendant" l'éducation ouvrière, comme un produit de bonne qualité à des gens qui n'en ont jamais entendu parler ou qui ne se sont pas encore rendu compte qu'elle était faite pour eux, pour qu'augmente leur valeur humaine.

Il faut une armée de personnes capables d'enseigner dans des conditions nouvelles, sans pouvoir se raccrocher aux traditionnelles méthodes académiques, car les procédés autoritaires si souvent employés avec des enfants sont catastrophiquement contraires à la classe d'éducation ouvrière.

Il faut des locaux, du matériel, bref, il faut de l'argent.

Schwarztrauber note encore parmi les risques que court l'éducation ouvrière purement ouvrière, l'hostilité, rare fort heureusement, mais toujours possible, d'un responsable syndical jaloux de son autorité et de sa fonction et qui ré-pugnerait à voir se former ses successeurs; plus souvent, sans doute l'apathie ou les multiples occupations qui refou-lent la bonne volonté au rang des impossibles.

Faut-il donc voir la solution au problème de l'éducation ouvrière dans une organisation officielle, sous l'égide de l'Université et avec l'appui financier de l'Etat ? Schwarz-trauber pour soutenir cette thèse nous conte les trois stades de l'expérience vécue par le Wisconsin.

I.- Les syndicats sentent le besoin d'une éducation ouvrière. Dès 1905 la question est abordée en Congrès. Il faut d'ailleurs quinze ans pour passer aux premières réalisations concrètes. En 1928, année de résultats maximum, on comptait 17 classes, dans une douzaine de centres industriels de l'Etat de Wisconsin.

II.- Un groupe d'intellectuelles avides de justice so-ciale, organise en 1925 une école d'été pour ouvrières à l'Université. Les cours durent 6 semaines. Au début les par-ticipantes sont surtout des inorganisées.

III.- De 1937 à 1939 dans les conditions assez particu-lières de la législation pour lutter contre le chômage, une expérience fut lancée avec un succès remarquable : l'Etat prenait en charge l'éducation ouvrière dans le Wisconsin. Il n'y avait pas là de privilège exorbitant, puisque les popu-lations rurales avaient droit à des cours sur les problèmes agricoles, puisque les hommes d'affaires pouvaient se faire enseigner les meilleures méthodes commerciales. Il ne s'a-gissait que de former une autre section de la communauté à ses devoirs et à ses droits. Trente mille dollars furent con-sacrés annuellement à ce travail. Des modifications furent d'ailleurs apportées à son fonctionnement. Les sessions d'é-tudes, trop longues pour des travailleurs, passèrent de six semaines à un ou deux. Les participants appartenaient de plus en plus nombreux aux syndicats, où ils occupaient des postes de responsabilité ou des fonctions permanentes.

L'enseignement lui-même perd son caractère de culture générale pour se consacrer aux notions syndicalement utiles.

La valeur de ces sessions est double (et combien de fois nous avons, nous aussi, pu en faire la remarque !). Elle réside d'abord dans la matière enseignée, l'information apportée, l'éducation du raisonnement ou du sens critique. Elle réside aussi, et c'est tout aussi important, dans les échanges humains qui s'établissent et ce que Schwarztrauber appelle "l'interstimulation" qui résulte des contacts.

Naturellement pendant cette période de prospérité, de nombreux cours du soir avaient pu être aussi organisés, un peu partout, pendant l'hiver. Le public, peu éclairé, prit-il peur en voyant s'installer ainsi près de lui ces groupes nombreux d'ouvriers intelligents et dont l'esprit s'ouvrail aux problèmes de l'Etat et de son économie ? Toujours est-il qu'en mai 1939, l'appui de l'Etat fut soudainement retiré à l'Ecole ouvrière, qui ne peut que retomber à son instable équilibre des premières années.

Oui mais, serions-nous tentés de dire, ne retrouve-t-elle pas aussi son indépendance et la libre disposition d'elle-même ?

Schwarztraubor l'avoue : le soutien de l'Etat entraîne un abandon d'autorité à son profit, ne serait-ce que dans le choix et le maintien en exercice des professeurs. Mais il faut accepter, nous dit-il, cette diminution, compensée par l'ampleur des moyens et la vigueur nouvelle insufflée à l'œuvre qui nous est chère.

Evidemment, c'est une grande tentation lorsqu'on envisage toutes les difficultés qui se dressent sur le chemin des Syndicats dans leur tâche d'éducation. Combien il est plus simple de puiser dans une caisse et d'y trouver les fonds nécessaires, de pouvoir agir par l'intermédiaire d'organismes puissants et spécialement agencés, spécialisés même, et qui n'ont pas à faire face à de multiple besognes pour lesquelles, le plus souvent, rien ne les a préparés, et qui s'ajoutent encore à la journée de travail et rongent les loisirs et la vie de famille.

Mais nous voudrions, pour nous, que les syndicats tournent le dos à ces facilités, qu'ils regagnent la combativité

qui a fait la grandeur de leurs organisations. Il faut que chaque syndiqué, au lieu d'attendre la manne d'en haut, se sente personnellement responsable des progrès du syndicalisme à tous les échelons - ou de sa stagnation, et qu'il s'évertue et qu'il secoue salutairement autour de lui l'inertie des endormis. Car enfin il faut savoir ce que l'on veut. Et si l'on choisit l'engourdissement des esclaves aux pays totalitaires, c'est bon - mais si l'on tient à la liberté, à vivre une vie d'homme, et non de brute, il faut savoir qu'on ne peut pas abdiquer, fût-ce un instant. Il faut garder son sort entre ses mains.

Denyse WURLISER.

-:-:-:-:-:-

REUNION DES CAHIERS F. PELLOUTIER

RENCONTRES INTERNATIONALES

& SEMAINES D'ETUDES

Lecteurs et amis des Cahiers F. Pelloutier, prenez sans tarder vos dispositions pour participer à l'une ou à plusieurs des rencontres internationales d'études organisées par le C.E.O.
I.- ECOLE ANGLO-FRANCAISE - 30 Juillet - 6 Août à ST MALO
Conférences et débats sur les problèmes des relations du syndicalisme et de l'Etat.

II.- ECOLE FRANCO-BELGE - 5 au 12 Août à UCCLE près Bruxelles. au siège de l'Ecole Ouvrière Supérieure Belge.

Sujet : Les problèmes de la formation professionnelle et de la promotion ouvrière.

III.- ECOLE ANGLO-FRANCO-BELGE - en Belgique du 15 au 22 Juillet

Sujet : "Les problèmes belges - la place du mouvement ouvrier dans le mouvement syndical international".

IV.- ECOLE ANGLO-FRANCAISE - en ANGLETERRE du 15 au 29 Juillet.

Pour tous renseignements complémentaires (prix des séjours, modalité des voyages) écrivez au :

Centre d'Education Ouvrière, 198, avenue du Maine, Paris (XIV^e).

MON AMI VASSIA

Jean ROUNAULT, déporté par "erreur" de Roumanie en Russie, a séjourné et travaillé plus d'un an dans le bassin minier du Donbass. Le livre qu'il a écrit et intitulé "Mon Ami Vassia", est son témoignage.

"Vassia, c'est l'ami qui m'a sauvé la vie en partageant son pain avec moi, mais c'est aussi l'homme qui, avec un courage indincible, a su garder ce bien précieux entre tous : une pensée libre. Né en 1920, il n'a connu que la Russie soviétique. Sa liberté intérieure, il ne la doit qu'à lui-même."

La présence vivante de Vassia, du vieil ouvrier Ivan qui tous les matins regarde silencieusement le défilé des forçats de la mine de la N.K.V.D., donne à ce livre une valeur particulière. Il pose la question qui est sans doute la plus importante de notre temps : même quand la plus féroce des tyrannies "du tsar le plus terrible" asservit cent vingt millions de travailleurs, l'espoir reste-t-il possible qu'un jour, Vassia, Ivan, et tous les forçats inconnus s'uniront dans la révolte qui les sauvera? Et suffit-il, pour nous, d'espérer ce sursaut, d'attendre? Que faisons-nous, que pouvons-nous faire pour les aider?

Il n'est peut-être pas trop incongru d'ouvrir ici une parenthèse. Car on ne peut faire allusion au travail forcé en U.R.S.S., c'est-à-dire au travail forcé considéré comme moyen normal de gouvernement et de production, sans se demander quelles seront en ce domaine les initiatives de la nouvelle Confédération Internationale des Syndicats Libres. Et même sans se demander cela avec quelque impatience! Il n'est pas de question qui soit plus de son ressort; il n'en est pas de plus urgente à aborder. Non pas pour marquer le ralliement à un corps impérialiste contre l'autre, mais pour signifier nettement l'universelle solidarité de la classe ouvrière et mieux que pour la signifier, pour la mettre en pratique.

Revenons au livre de ROUNAULT qui nous décrit de nombreux aspects de la vie du travailleur russe et combien un "occidental" est surpris par des conceptions et des réalités non seulement si éloignées des nôtres, mais surtout si radicalement opposées à ce que les agents du stalinisme voudraient nous faire croire qu'elles sont.

Lecture, donc, à recommander (1). Nous en citons, ci-dessous

(1) Jean ROUNAULT - Mon Ami Vassia - 1 vol. Edit. Sulliver.
Le commander à la Documentation Economique et Syndicale,
198, avenue du Maine, Paris (XIV^e)

sous, un chapitre qui doit intéresser particulièrement les lecteurs des Cahiers.

UNE RÉUNION GÉNÉRALE.

Le rendement baissait depuis une semaine et le "partorg" (1) en avait plusieurs fois parlé dans les allocutions qu'il adressait aux mineurs quand ceux-ci, avant de descendre, fumaient une dernière cigarette, assis dans la lampisterie.

- Ce n'est pas étonnant, commenta Ivan. Ils amènent du monde d'un peu partout, comme si ces mineurs improvisés suffiraient pour augmenter la production. Il vaudrait mieux payer un juste salaire, cela vaudrait vraiment mieux que toutes les paroles du partorg.

En réalité, on convoqua à quelque temps de là une réunion syndicale qui eut lieu dans le hall de la direction. L'ingénieur en chef de la norma donna lecture des chiffres de la semaine écoulée. Il fit différentes comparaisons avec les chiffres du mois passé, de l'année dernière etc. Pas de commentaires, rien que des chiffres. Après lui, ce fut l'ingénieur en chef qui prit la parole. Il posa la question des responsabilités.

- Avez-vous de moins bons ingénieurs que les mois derniers ? Vos outils sont-ils moins bons ? Non. Qui dont est responsable : le mineur. Il dort dans la fosse, il détériore sa lampe, en un mot, il tire au flanc de toutes les manières. Cela ne peut pas continuer ainsi. Vous aurez des décisions à prendre.

Le directeur général, Boris Petrovitch fut plus brutal encore dans ses accusations et, comme une ombre étrange, la peur se posait sur les visages de tous ceux qui étaient présents. Tous étaient rendus responsables. Comment allait-on sevire contre eux ?

Le partorg fut l'orateur suivant. Il commença par célébrer la victoire si chèrement payée par les peuples héroïques de l'Union Soviétique, victoire qui n'avait pu être remportée que grâce à la sagesse géniale de Iosif Vissarionovitch Staline, le chef bien-aimé, le généralissime qui par son tra-

(1) Partorg - le responsable du parti communiste, une sorte de contrôleur général de l'entreprise (note de l'auteur).

vail inlassable assure le bonheur de tous. Maintenant que la victoire était acquise, il fallait préparer et remporter chaque jour la victoire de la production.

- Or, que se passe-t-il ? Au lieu de penser aux morts et à leur sacrifice, vous ne pensez qu'à discuter d'une chose ou de l'autre. Au lieu de travailler, vous ne faites rien. Cet état de choses doit cesser. J'attends que des mesures soient prises afin d'augmenter la production, de rattraper tous les retards. L'ouvrier, vrai combattant pour le socialisme sous le drapeau de Lénine et de Staline, doit prouver à la patrie qu'il connaît tout son devoir, qu'il est prêt à le remplir jusqu'au bout.

Les mineurs applaudirent à ces paroles, mais leurs regards se tournèrent vers le nouvel orateur qui se leva à la tribune. C'était Nicolaï Vassilievitch Stepanov, secrétaire de la section syndicale. Il avait l'air solide, une voix forte, des moustaches à la Staline et un regard qui ne disait rien de bon. Il me rappelait le dessiatnik de la masterskaya qui avait essayé de me faire chanter pour avoir mon manteau.

- Camarades, commença Nicolaï Vassilievitch, je suis l'un des vôtres. Je suis ici pour vous défendre. J'ai entendu comme vous les chiffres de la norme, comme vous j'ai entendu ce que l'ingénieur en chef, le directeur général et le partorg ont dit. La question des responsabilités est posée, celle de la bataille de la production l'est également. Je ne veux pas répéter ce qui a été dit. Mon devoir est de vous défendre, contre l'ingénieur de la norme, contre le directeur, contre le monde entier s'il le faut. Mais comment voulez-vous que je vous défende s'il y a parmi vous des camarades indignes.

Là, l'orateur fait une pause. Dans la salle un silence de mort comme avant la proclamation d'une sentence. Chacun de s'interroger anxieusement : "Quelles têtes vont tomber?" J'aperçois Vassia. Son sourire est amer. Il a l'air de crâner. L'orateur continue :

- Oui, il y a des camarades indignes parmi vous. Leurs noms sont sur toutes les lèvres. (Nouvelle pause). Tout le monde les connaît : c'est Mihail Vassiliévitch Korolenko, c'est encore Mihail Mihailovitch Popov. Comment puis-je vous défendre tant qu'ils sont parmi vous? Je vous demande de voter leur exclusion pour sabotage de la bataille de la production.

Des applaudissements qui n'en finissent plus, il y a bien quatre cents hommes et femmes qui savent depuis dix secondes que ce ne sont pas eux qui iront dans un camp. Et ils applaudissent dans un grand brouhaha.

- Alors, tu as compris j'espère comment le syndicat nous défend.

- Mais les deux types ...

- ... ils ne sont pas plus coupables que les quatre cents autres.

Jean ROUNAULT.

LA VIE DU CENTRE D'EDUCATION OUVRIERE

DEUX DATES A RETENIR.

I. Vendredi 3 Mars.- Ouverture du Cours de Formation et d'action syndicales, plus spécialement destinés aux camarades ayant suivi les décades du Centre et pour les militants syndicalistes déjà informés. Les uns et les autres ressentent le besoin d'approfondir, d'affermir leur formation. Ils veulent apprendre à se documenter, à utiliser une documentation, à exposer une question, à faire la critique d'un discours ou d'un article.

Le cours aura lieu chaque vendredi, de 20 à 22 h. à partir du 3 mars, au Centre. Il comprendra une douzaine de leçons réparties ainsi :

- Une semaine : recherche de documents, constitution d'un dossier, étude d'une question, échange d'idées et mises au point.

- La semaine suivante : exercices d'élocution et débats contradictoires sur les questions précisées à l'avance.

II. Samedi 25 et dimanche 26 Mars.- Second week-end d'études à Bièvres.

Le camarade Delamarre, secrétaire confédéral, dirigera les débats qui auront pour thème : salaires et niveau de vie, hiérarchie des salaires.

Prix du Week-end : 650 francs - s'inscrire au Centre.

Les lecteurs des Cahiers sont priés de faire connaître autour d'eux ces deux initiatives nouvelles du Centre d'Education Ouvrière et d'y adresser tous les camarades intéressés.

(Permanence chaque soir, sauf samedi et dimanche, de 20 à 22 heures - 198, avenue du Maine, Paris (XIV^e))

LA VIE DES CAHIERS.

I.- COMMEMORATION DE LA MORT DE PELLOUTIER.

Nous avons prévu une manifestation du souvenir, à Sèvres, le dimanche 19 Mars 1950. Des communiqués à Force Ouvrière et aux quotidiens en préciseront toutes les modalités qui répondront au schéma suivant :

Rendez-vous à 14 h. 30, entrée du cimetière des Bruyères de Sèvres. Visite à la tombe de Pelloutier. Allocution d'un camarade de l'Union des Syndicats de la région parisienne.

16 heures, dans une salle, à Sèvres, réunion consacrée à, trois exposés sur Pelloutier :

- Pelloutier, les Bourses du Travail et les U.D.
- Pelloutier et l'Education ouvrière
- Pelloutier et "L'Ouvrier des Deux Mondes".

Une convocation sera envoyée à tous les abonnés des Cahiers Fernand Pelloutier de la région parisienne.

II.- LETTRES.

Les lettres reçues ne sont pas nombreuses mais elle sont toutes encourageantes.

On se plaint quelquefois - et on a raison - de la parution irrégulière des Cahiers. Le remède sera d'autant plus facile à trouver que les réabonnements et les abonnements nouveaux arriveront plus vite (voir plus loin 3°).

Le camarade Foucry, de Reims, nous écrit, entre autres, quelques réflexions sur la hiérarchie des salaires : "Vouloir qu'un ingénieur gagne 14 ou 15 fois le salaire d'un manœuvre est inhumain, car c'est vouloir priver le manœuvre du nécessaire pour permettre le luxe au cadre... L'homme vit et travaille. Pour vivre il a besoin d'un certain salaire : salaire minimum qu'il doit percevoir dans toutes les situations (activité, chômage, retraite, maladie, etc..).

"Parce qu'il travaille il a droit à un salaire supplémentaire variable selon son activité professionnelle et sur lequel doit donc s'établir la hiérarchie..."

Elément à un débat toujours ouvert et que les amis du C.E.O. étudieront à Bièvres le 25 Mars.

III.- ABONNEMENTS.

De nombreux abonnés ont vu se terminer leur abonnement avec le numéro double 5-6. Tous nos amis comprennent que, si modeste soit-elle, notre publication ne peut vivre, et bien entendu, vivre indépendante, qu'avec l'appui de nombreux abonnés.

Voir ci-dessous.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

Si votre abonnement est parti du n° 1 des Cahiers :

Renouvez sans tarder votre abonnement aux Cahiers F. PELLOUTIER.

1. En remplissant le bulletin suivant :

Nom :

Adresse :

Profession:

2. En envoyant le montant de votre abonnement au Compte Courant Postal de la F.E.N.F.O., 78, rue de l'Université, Paris (VIIe) - C.C.P. Paris 2.850-04.

Tarifs des Abonnements à 6 numéros :

- Abonnement ordinaire : 100 francs
- Abonnement de soutien : 200 francs minimum.

Fait à le 1950.

Signature :

Aidez-nous à la diffusion des Cahiers Fernand PELLOUTIER.

1. En nous envoyant les adresses de camarades à qui nous ferons le service d'un spécimen.

2. En recueillant et en nous transmettant des abonnements.

-:-:-:-:-:-:-:-

Envoyer toute la correspondance à WALUSINSKI, Gérant.
Cahiers ronéotypés par la C.G.T.-F.O., 198, avenue du Maine
PARIS (XIVe)